

Les chercheurs africains, une « élite » ?

Ali El Kenz

Dans la vision hiérarchique que nous avons des sociétés, la notion d'élite permet de nommer un groupe, qui appartient certes aux catégories sociales supérieures, mais dont la position est rendue légitime, à la fois par les services que le groupe en question rend à la société et par les bénéfices, matériels et aussi symboliques, qu'il en reçoit. Qu'en est-il aujourd'hui des universitaires et chercheurs africains alors que de partout on annonce le passage à une nouvelle économie mondiale, celle des savoirs.

Ce court essai dédié à la situation des chercheurs et universitaires africains n'aurait pu voir le jour sans le travail d'enquête minutieux et exhaustif mené par l'IRD sous la direction de R. Waast et J. Gaillard sur les sciences en Afrique¹.

Certes, notre position de chercheur africain et notre propre expérience au Codesria et dans d'autres centres de recherches nous avaient permis de nous familiariser avec cette question² ; de nombreux séminaires, colloques, et ouvrages collectifs ont été réalisés auparavant pour analyser, et mieux comprendre la place minime qui est faite en Afrique à la recherche africaine et le sort, généralement précaire, qui est réservé à ses chercheurs. Avec cette enquête nous disposons maintenant d'une vue d'ensemble assez cohérente et d'informations assez précises pour tenter de pousser plus loin nos analyses et aller au-delà de la description, souvent accompagnée d'ailleurs de dénonciations morales, de cette situation. Partons des conclusions structurelles des auteurs de l'enquête.

VUE D'ENSEMBLE³

Du point de vue de la place de la science dans la société, acteurs et institutions confondues, il n'y a pas une Afrique mais trois : l'Afrique du Sud, l'Afrique du Nord (Maroc, Algérie, Tunisie, Égypte), et ce que les auteurs ont appelé « l'Afrique médiane », c'est à dire tout le reste. C'est dans cette dernière région, et notamment au Nigeria, un « géant » de la science africaine dans les décennies antérieures, que les conditions se sont le plus dégradées. Mais en règle générale, l'enquête a révélé que l'activité scientifique s'est maintenue, parfois difficilement comme en Égypte, et a même progressé comme en Tunisie et au Maroc quand deux conditions étaient réunies, la présence de l'État à travers les grandes universités et les centres publics de recherches, et une demande institutionnelle forte en aval. Pour ces trois pays d'ailleurs, les budgets alloués par l'État ainsi que le soutien financier de gran-

des entreprises a permis d'assurer une allure relativement dynamique à la recherche. Cette conclusion, appuyée sur les données de l'expérience, infirme les hypothèses des techniciens de la Banque mondiale à l'origine du retrait de l'État dans ce domaine. La dégradation de l'activité scientifique est proportionnelle à la diminution des budgets de l'État alloués au secteur éducatif dans son ensemble et à l'enseignement universitaire en particulier comme le montre clairement le tableau synthétique ci-après.

Les fameux PAS et les réductions budgétaires imposés au forceps aux États africains par les organisations de Bretton Woods ont affaibli les économies nationales, mais aussi limité fortement leurs capacités scientifique endogènes⁴. Comme le montre si bien l'enquête, les universités, croulant sous le nombre des étudiants, n'ont plus les moyens d'assurer des conditions minimales d'études, elles se désorganisent : les taux d'encadrement diminuent fortement, les enseignants sont surchargés, les bibliothèques s'appauvrissent, les laboratoires et centres de recherches n'arrivent plus à maintenir et encore moins à renouveler leurs équipements, le fossé avec les pays avancés se creuse de plus en plus.

Du point de vue de la place des chercheurs dans la société, on remarque que dans la majorité des pays, leur situation économique-sociale s'est fortement dégradée. Leurs revenus sont devenus insuffisants pour leur permettre de vivre dignement—diminutions de 50 à 100% de leur pouvoir d'achat—ce qui les obligent à recourir à des activités annexes qui les éloignent de la recherche scientifique proprement dite.

Dans le meilleur des cas, c'est le recours à l'expertise locale ou étrangère qui permet de compenser la perte de pouvoir d'achat du ménage, ou l'expatriation dans une université du Nord ; au pire on abandonne carrément une profession qui ne permet plus de gagner sa vie.

Quatre scénarios se présentent qui correspondent à quatre « figures » de l'universitaire et scientifique africain :

- L'usure des enseignants : la surcharge estudiantine est telle que l'enseignant est dans l'incapacité d'assurer une activité pédagogique de qualité même moyenne. Avec la diminution de son pouvoir d'achat, il perd même la volonté de le faire. Dans le tableau qui suit, on remarque bien cette croissance des effectifs qui correspond à l'arrivée à l'université de la génération des années quatre-vingts et coïncide malheureusement avec la réduction des soutiens financiers des États. Étudiants et enseignants, enfermés dans cette croissance « en ciseau » en seront les premières victimes.

Les étudiants, livrés à eux-mêmes, travaillent sur des cours et des manuels dépassés, les diplômés se dévalorisent. Les familles aisées recou-

rent alors à des formations privées, les plus riches envoient leurs enfants à l'étranger. Le champ universitaire national se segmente en trois parties : le domaine public pour la majorité, un secteur privé local pour les classes aisées, les universités occidentales pour les classes dominantes.

- Les activités parallèles : dans l'enquête déjà citée, un questionnaire a été adressé à 1500 chercheurs actifs dans 41 pays africains et les réponses sont édifiantes.

À l'exception de l'Afrique du Sud, du Maroc et de la Tunisie, la majorité des chercheurs se plaint de la modicité des salaires et plus de la moitié envisage de quitter le métier. Soixante-quinze pourcent (75%) déclarent travailler plus de 5 heures supplémentaires par semaine (la moyenne est de 13 heures). Les principales activités sont la consultation donnée à des entreprises ou des bureaux d'études (40%) et l'enseignement en universités privées (25%).

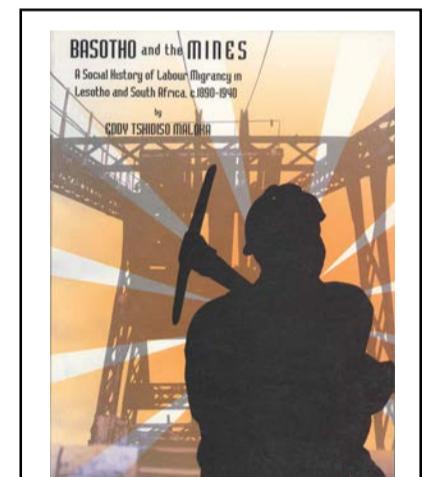
Ces activités parallèles permettent de compenser l'effondrement du statut social et des rémunérations qui étaient à l'origine (dans les années soixante-dix) des critères importants dans les choix de la profession. Souvent d'ailleurs, ces activités rapportent plus que le salaire et l'indemnité de recherche statutaire auxquels l'universitaire continue malgré tout de s'accrocher, parfois par fidélité et vocation, ou encore par ce qu'ils constituent, malgré tout, une rentrée d'argent sûre et une pension de retraite garantie.

Ces activités parallèles peuvent être classées en deux catégories : celles qui sont « hors-champ » comme les petits boulots de chauffeurs de taxis, de commerçants, d'agents hôteliers, etc. et qui constituent une perte nette, pour l'individu et le pays, de capital scientifique accumulé pendant les longues années d'étude ; celles qui demeurent dans le champ des professions scientifiques. Parmi ces dernières, 20% ont créé leur propre entreprise ou des cabinets privés (avocats, médecins) les autres, le double sont dans la consultation donnée à des entreprises ou des bureaux d'études.

- Le consulting et son ambiguïté. La grande majorité des chercheurs africains (universitaires ou à temps plein) ne sauraient aujourd'hui se passer d'activités de recherches, au départ complémentaires, comme consultants de bureaux d'études nationaux (quelques rares pays africains, Afrique du Sud et Maghreb) ou internationaux (Banque mondiale, agences de l'ONU, ONG ou Fondations). Il est devenu pratiquement impossible d'entreprendre une recherche sans aide étrangère.

- Les activités de coopération S&T pour le développement sont de plus en

plus importantes dans le continent. Les anciennes puissances coloniales comme le Royaume-Uni (43% des programmes), la France (57%) mais aussi la Suède (33%), le Canada (30%) et enfin les USA orientent leurs aides vers l'Afrique à travers des procédures et des institutions différentes selon les pays mais qui constituent dans l'ensemble une part importante du financement de la recherche en Afrique. À cela s'ajoutent les autres bailleurs de fonds comme la Banque mondiale, les grandes ONG internationales (OXFAM, ENDA...) ou encore l'OMS, le PNUD qui financent des grands programmes de recherches... En gros, 5% de l'APD globale est allouée à la coopération S&T⁵. Beaucoup de chercheurs africains se plaignent du rôle passif, ou de simple informateur, que leur assignent les bailleurs de fonds, d'autres essaient, malgré tout, de tirer parti de cette opportunité pour répondre aux demandes des donateurs et continuer leurs propres recherches. Comme on le verra plus loin, ce malaise est révélateur de l'ambiguïté structurelle de la coopération étrangère en S&T. Dans l'enquête déjà citée, les chercheurs « en coopération » sont de moins en moins libres de choisir leur sujet (30% ont changé profondément leurs orientations de carrière) et pensent que les sponsors contribuent à fixer l'agenda plus que les employeurs institutionnels. Mais dans tous les cas, la coopération internatio-



This is the first major study of migrant labour in Lesotho covering the period 1890 to 1940 and the complex ways with which Basotho men and women coped with the impact of labour migrancy. Exhaustive in its coverage and use of primary historical sources on labour migrancy in colonial Lesotho, the book examines the position of Basotho migrant workers in South Africa, Lesotho's dependency on migrant labour and the social cultural consequences of sending so many men away to work. These issues are placed within the framework of the history of colonialism in Lesotho and South Africa and its impact on the current geopolitics of the two interconnected nations. The study is unique in that it provides an in-depth historical analysis of migrant labor, combining aspects of political economy and cultural social history.
ISBN 2-86978-128-8
Price US\$20.00

nale est devenue pour les chercheurs africains un soutien incontournable à leurs activités et a permis, somme toute de compenser le repli des États nationaux, inconscients ou impuissants devant les immenses enjeux que représente, dans « une économie des savoirs », le capital humain accumulé par les universités du continent.

• L'exode. Avec le déplacement des activités de recherches sur les domaines recouverts par la coopération internationale, le « brain drain » est le phénomène le plus impressionnant de la réalité actuelle de la science africaine.

Selon Annie Vinokur⁶ « Pour la seule Afrique, d'après l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) le nombre des départs de HQ africains vers l'Occident est passé de 27 000 entre 1960 et 1975 à 40 000 entre 1975 et 1984 et 60 000 entre 1985 et 1990 et environ 20 000 par an depuis. Trois cent mille (300 000) au total résideraient en Europe et aux États-Unis. Selon la Banque mondiale, 70 000 HQ africains quitteraient leurs pays d'origine chaque année actuellement. Quarante pourcent (40%) des professionnels de haut niveau résideraient à l'étranger.

Bien entendu, comme le souligne Vinokur, ces chiffres ne sont qu'une indication quantitative de l'ampleur du mouvement d'exode. Relativement à ces capacités endogènes, l'Afrique est aujourd'hui la région du monde qui exporte le plus sa « matière grise ».

Les transferts commencent avec les chercheurs les plus actifs recensés par les bases de données internationales et/ou ayant travaillé avec des institutions étrangères sur des programmes locaux. Le Nigeria a perdu ainsi plus de la moitié de sa communauté scientifique en deux décennies, l'Algérie l'équivalent en 10 ans ; pour les autres pays, le mouvement, rampant, est moins accentué, mais aussi plus régulier.

Il est relayé maintenant par le départ des étudiants qui, fuyant des universités en dégradation constante, préfèrent s'inscrire dans les centres du Nord. En 1995, il y aurait 190 360 étudiants africains inscrits à l'étranger⁷ et l'on peut raisonnablement penser qu'une grande partie d'entre eux restera dans le pays d'accueil. Comme le note Jacques Gaillard, « tout en apportant une source de revenus non négligeables aux universités de plusieurs pays d'accueil, les étudiants des PED renforcent, par leur présence dans les universités européennes et américaines, les capacités d'enseignement et de recherches de ces dernières.⁸

Ces quatre figures sont représentatives des acteurs de la communauté scientifique africaine à titre de « type idéal » plus que de réalités figées ; dans la réalité de chaque pays, on aura plutôt affaire à des mélanges selon des dosages différents de chacune d'entre elle. Mais partout, à quelques très rares exceptions, on rencontrera sur no-

tre chemin l'universitaire usé et déclassé, souvent en retrait de sa profession, le chercheur ingénieux, parfois humilié par l'arrogance des « donateurs » mais qui reste accroché à la coopération qui constitue son principal soutien pour mener son travail de recherche, le consultant-entrepreneur qui accumule les contrats et enfin le candidat au départ qui traverse toutes les figures. Presque tous ne comptent pratiquement plus sur les institutions nationales pour atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés, vivre dignement et continuer à pratiquer leur métier de chercheur et d'enseignant.

Mais au-delà de la description sociologique de ces quatre figures dans leurs combinaisons les plus variées et les situations les plus diverses, au-delà aussi de leur dénonciation morale ou militante, il reste à tenter d'en analyser les raisons, d'en comprendre les causes qui, à l'échelle de l'Afrique, ne peuvent être que structurelles.

HYPOTHESES D'ANALYSE

La mobilité estudiantine

Les étudiants qui partent étudier à l'étranger s'engagent dans un processus à long terme, en moyenne entre 5 et 9 années (selon la Fondation internationale des sciences). Comme le note Jacques Gaillard (1999), « ils sont alors en prise avec les réalités socio-économiques et les problématiques des pays d'accueil, souvent peu pertinentes avec les pays d'origine au Sud ». Par ailleurs, dans beaucoup de ces pays, les frais de scolarité sont élevés et la formation est devenue progressivement une source de revenus importante pour plusieurs pays du Nord. En 1992, le deuxième poste de commerce extérieur de l'Australie était avec plus de 1 milliard d'euros celui des frais de scolarité des étrangers.

Annie Vinokur signale qu'au niveau mondial, le nombre de jeunes faisant des études supérieures a été multiplié par 14 entre 1950 et 2000 et est passé de 108 000 à 1,6 million. Cette activité est aux USA le poste le plus important des services éducatifs soit \$14 milliards. Beaucoup d'établissements d'enseignement supérieur dont les dotations publiques sont insuffisantes ne pourraient survivre sans cette ressource. Ces étudiants (555 000) ne représentent que 3,4% du total, mais constituent 7,9% des recettes en frais d'inscription. Et, comme ils sont surprésentés dans les études doctorales (47 à 80% des PHD sont délivrés à des étrangers), ces étudiants deviennent ensuite indispensables dans les activités de recherche qui sont une des ressources de revenus des universités notamment en activant dans les filières boudées par les nationaux.⁹

La mobilité des chercheurs et scientifiques

C'est dans les années soixante que les Britanniques ont utilisé le terme polémique de « fuite des cerveaux » pour désigner l'émigration vers les USA d'un millier de savants et d'ingénieurs.¹⁰ L'un des députés anglais écrivait alors « La valeur des hommes que nous perdons est telle qu'elle représente l'élément le plus important de notre balance des paiements ».

Plusieurs États dont l'Inde ont essayé d'atténuer les effets de ces transferts, d'autres comme les Philippines ont en fait un axe central de leur stratégie d'exportation. Paradoxalement, c'est aux USA, pays d'importation par excellence de cette ressource, que les réflexions et les procédures de réduction sont les plus diversifiées. Ici, ce sont les États les plus touchés par les transferts qui développent les politiques les plus astucieuses : la Pennsylvanie propose aux diplômés de ses universités qui accepteraient de rester une réduction sur la dette contractée pour payer les études ; le South Dakota augmente ses bourses d'études pour freiner le mouvement de départ ; le North Dakota qui perd chaque année la moitié de ses diplômés envisage de leur accorder une réduction fiscale pour les maintenir... Comme le note judicieusement Annie Vinokur¹¹, l'argumentation des « perdants » au niveau régional américain n'est autre que celle qui est si vivement combattue par le niveau fédéral dans les débats internationaux. Mais ce double discours a ses raisons qu'il faudra chercher, non dans « la raison pure » mais dans les intérêts matériels de la gestion économique. Dans ce sens, l'État fédéral américain joue avec les formules de visas exactement comme un distributeur sélectif de HQ en fonction des besoins des firmes et des régions : un visa U-1B permet à un HQ étranger demandé par une firme américaine de travailler pendant 3 à 6 ans ; 45% de ces visas sont actuellement accordés à des informaticiens..., tandis que les firmes font pression pour augmenter le quota annuel (65 000 en 1998, 195 000 en 2000) et veulent l'étendre aux étudiants en cours d'études. Il faut dire que l'embauche d'un visa H-1B est plus avantageuse que celle d'un citoyen américain (un salaire inférieur de 20% plus une dépendance de l'employé vis-à-vis de l'employeur pour le renouvellement de son séjour). « On est en présence d'une forme de salariat « bridé » comparable à l'ancien *indentured labour* américain ou à l'actuel *Kafala* des pays arabes du Golf, mais cette fois-ci appliqué à la main-d'œuvre hautement qualifiée. L'*employabilité* des HQ étrangers permet, outre leur déclassement salarial de les mettre sur des postes de travail moins intéressants du point de vue de l'enrichissement des savoirs : un médecin sud-africain travaillant en Australie touchera moins

que son collègue indigène et sera son assistant technique, un directeur de recherche d'un centre indien sera au mieux assistant de recherche en Angleterre.

C'est en Afrique que les écarts (déclassement, dévalorisation, etc.) se font le plus sentir ; dans ce continent où la proportion du stock d'HQ travaillant à l'extérieur est la plus forte (40%, soit 250 000), il est à craindre que le mouvement continue du fait du désengagement massif des États du domaine et de l'écrasement vers le bas des salaires des universitaires et des chercheurs locaux.

Le paradoxe de la coopération

Pendant que les HQ africains, fuyant le délabrement des institutions d'enseignement et de recherches de leurs pays, tentent de s'installer en Europe et en Amérique du Nord, les institutions occidentales de coopération scientifique et d'aide au développement tentent de combler le vide.

— — — Comme nous l'avons vu plus haut, les donateurs sont de plus en plus partisans de « l'ingérence scientifique » et comme le souligne J. Gaillard¹² « Au-delà des discours sur la promotion d'une politique de recherche définie sur la demande des pays du Sud, presque tous les pays du Nord, à l'exception des Pays-Bas font preuve aujourd'hui d'une attitude de plus en plus interventionniste et d'une approche de plus en plus 'programmatisée'. Le modèle américain-programmes définis par des responsables institutionnels et des experts américains qui fixent les axes prioritaires—tend à se généraliser et même lorsque des institutions étrangères ont tenté de laisser à leurs « partenaires » une plus grande liberté de recherche, elles se sont parfois attirées les reproches de leurs États respectifs.

Certes il y a, ici et là, dans les pays occidentaux, en Suède, en France notamment, de fortes résistances à cet hégémonisme technique-scientifique de l'Occident, mais avec l'entrée en force des institutions américaines de coopération fortement articulées comme la Banque mondiale, avec aussi la tendance à la création de consortiums¹³ continentaux pour gérer les programmes, il est évident que les « partenaires » africains restés sur le terrain auront de plus en plus de difficultés à négocier la parité.

Les chercheurs africains restés au pays sont ainsi souvent contraints, à leur corps défendant, de se plier aux paradigmes et aux problématiques des « bailleurs de fonds et deviennent pratiquement des assistants ou des « HQ émigrés *in situ* ».

Gender, Good Governance, Poverty, Civil Society, Democracy sont aujourd'hui les entrées obligées pour quiconque en SHS veut poursuivre sa carrière de chercheur en Afrique.

Le statut de la recherche

Après les Indépendances, beaucoup d'États africains se sont lancés dans une politique ambitieuse de développement et ont mis en place des systèmes éducatifs devant produire un personnel hautement qualifié et notamment des chercheurs et des universitaires compétents, une classe moyenne instruite et informée des réalités du pays et du monde, et donc aussi en mesure de peser sur la conscience et l'opinion des gens. En bref, une élite moderne, dont le statut social est fondé principalement sur le

mérite acquis et non hérité, le capital culturel et le pouvoir d'influer par le travail et l'action rationnelle.

Avec les transformations tragiques qu'ont subi une grande partie des États africains durant les deux dernières décennies, l'allégeance clientéliste s'est substituée aux solidarités politiques ; ce groupe émergent de la société nouvelle attendue a perdu de sa pertinence. Comme segment de classe moyenne, écrasé entre les nécessités économiques et les conditions de travail, il n'a plus de soutien institutionnel pour affronter

les dynamiques de la transnationalisation de son champ d'activité avec à un pôle l'émigration et à l'autre « l'aide étrangère ».

C'est ainsi que nous pouvons comprendre l'étrange nonchalance d'un grand nombre de directions politiques africaines à l'endroit des problèmes que rencontre ce groupe et des enjeux immenses qui s'expriment à travers son parcours tortueux.

Durant le pillage colonial des matières premières, les élites politiques africaines avaient l'excuse de leur domination. Les enjeux de la science africaine

sont aujourd'hui bien plus importants, mais les élites dominantes n'auront dans ce défi, aucune excuse. ■

Notes

¹ R. Waast, « L'État des sciences en Afrique », ministère des Affaires étrangères, Paris, 2002. Les données quantitatives sont le résultat de cette recherche. Nous remercions les auteurs d'avoir autorisé leur utilisation.

² La plus récente étant l'organisation du colloque international « Les sciences de l'Homme en Afrique » qui s'est tenu en novembre 2002 à Nantes et a réuni une centaine de scientifiques dont la moitié est venue d'Afrique.

³ Les trois tableaux issus de l'enquête permettent d'avoir une idée significative de la place de la recherche et de l'enseignement universitaire en Afrique.

⁴ Comme le note Alioune Sall « Au niveau de l'enseignement supérieur, les universités produisent relativement trop de diplômés dont on peut douter de la qualité. Ces diplômés n'ont pas généré les connaissances et la technologie nécessaires pour le développement à travers la recherche scientifique

autochtone et n'ont pas été des agents pour l'acquisition, l'adaptation et la diffusion des connaissances scientifiques et techniques », in Alioune Sall (ed.), La compétitivité en Afrique, p.33, Karthala, Paris, Abidjan, Dakar.

⁵ Jacques Gaillard, « La coopération scientifique et technique avec les pays du Sud », Karthala, Paris, 1999, p.57.

⁶ Annie Vinokur, « Mobilité des cerveaux et gestion de l'enseignement tertiaire : vers de nouvelles relations entre savoirs et insertions », Communication au Colloque de Rabat-Maroc : Savoirs et Insertion, IRD-CERED, octobre 2003.

⁷ « Les étudiants des pays du Sud recevant leurs doctorats d'une université d'un pays du Nord restent dans des proportions souvent importantes dans le pays d'obtention du doctorat... 60% des étrangers bénéficiaires d'un doctorat américain restent aux

États-Unis après l'obtention de leur diplôme », Jacques Gaillard, op.cit., p.35.

⁸ Jacques Gaillard, op. cit. p.35.

⁹ Annie Vinokur (op. cit.) définit trois modèles d'articulation entre formation et mobilité des étudiants : le modèle philippin (transformation sur place d'une ressource locale en vue de son exportation), le modèle néo-zélandais (transformation d'une ressource importée en vue de sa réexportation) et enfin le modèle américain (transformation d'une ressource étrangère en vue de son importation).

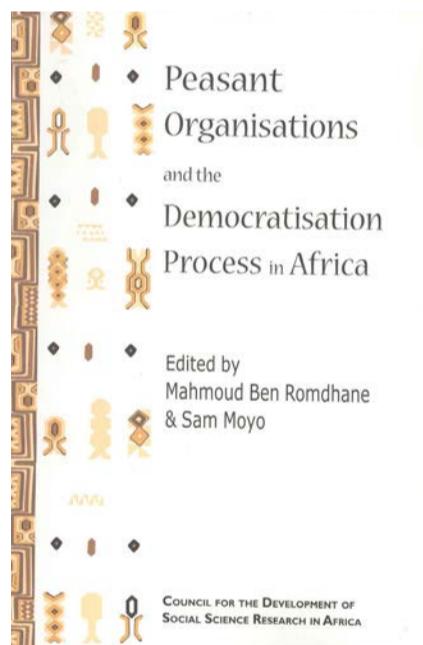
¹⁰ Le coût de production d'un PHD était alors évalué à \$56 000. Pour l'Inde en 2001, l'UNDP a évalué le coût d'un informaticien indien à \$ 2000 et estime à \$2milliards la perte de ressources subie par l'Inde du fait de cette émigration aux USA. Elle propose que chaque étudiant soit contraint de contracter un prêt équivalent aux ressources publiques consacrées à sa

formation, prêt qui devrait être remboursé n cas d'émigration.

Op.cit.p.34

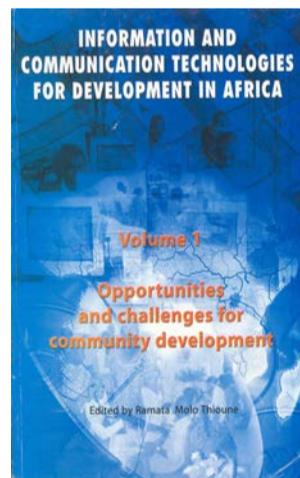
¹¹ Jacques Gaillard op. cit. p47.

¹² Aux États-Unis, les Fondations Ford et Rockefeller ont soutenu un groupe de réflexion associant des universitaires américains, des directeurs de centres de recherche du GCRAI et des directeurs de centres nationaux d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine en vue de créer une nouvelle institution-GREAN-dont le but est de financer des projets de recherche en collaboration dans le cadre d'un appel d'offres compétitif. D'autres consortiums de ce genre se constituent autour de l'UE et au Japon.



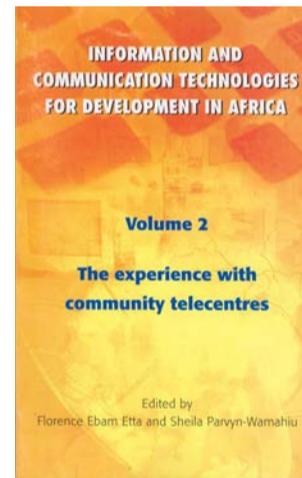
This book, based on a collection of important new research findings from all corners of Africa, provides persuasive answers to some of the key questions surrounding contemporary peasant movements. What are the issues shaping contemporary African peasant movements? Are they fundamentally anti-democratic? Are they defensive and local in their organization and aspirations or are they taking a leading role in a wider process of economic, social and political transformation? What is their relationship to the state? How do they fit in with other organs of African civil society, with external donors and with imposed programmes of structural adjustment? Providing complex and context-specific answers to these questions and covering diverse forms of peasant groupings, age grade, community development and issue-based groups, the book enriches our understanding of emerging social movements and civil society in Africa

ISBN 2-86978-111-3
Price US\$20.00



This timely and ground-breaking two-volume collection of original research on an important and timely issue explores the potentials as well as challenges involved with using ICTs to solve development problems in disadvantaged communities in sub-Saharan Africa. *Volume 1: Opportunities and Challenges for Community Development*, looks at the introduction, adoption, and utilization of ICT's at the community level. In various-contexts - geographical, technological, socioeconomic, cultural and institutional - the book explores the question of community participation and how communities in sub-Saharan Africa reacted to the change brought about by the introduction of these new ICTs as well as the opportunities and the challenges that ICTs present for community development.

ISBN 1-55250-001-2
Price US\$20.00



Volume Two: Information and Communication Technologies for Development in Africa, examines the setting, operations and effects of community telecentres. Furthermore, the book provides profiles of telecentre usage and discusses the challenges of setting up and maintaining community telecentres in the context of poor information infrastructure and limited human capacity. These pioneering works will be valuable for researchers, policy and decision-makers, and development practitioners and professionals with interests or active programs in the area of "ICT for development", as well as for scholars, students and academics.

ISBN 55250-006-3
Price US\$20.00